

Congrès AFSP 2015

Section Thématique 26

Démocratie sans croissance : théories, institutions et pratiques

Yannick Rumpala

Université de Nice / Faculté de Droit et de Science politique

**Equipe de Recherche sur les Mutations de l'Europe et de ses Sociétés
(ERMES)**

rumpala [at] unice.fr

**Une démocratie post-représentative et post-gouvernementale
pour une société post-croissance ?
Comparaison et confrontation de répertoires de propositions**

Résumé :

Cette contribution propose d'étudier les explorations relativement formalisées qui ont en commun de considérer non seulement que la croissance n'est pas forcément une condition à la démocratie, mais aussi que cette dernière peut être appuyée sur d'autres logiques économiques que les logiques d'accumulation. Plus précisément, l'objectif est de comparer et confronter les propositions présentes dans ces différentes formes d'explorations relevant de la pensée politique (principalement celles de courants contestant le modèle économique dominant : écologie sociale, décroissance, écosocialisme, ...), en accordant une attention particulière aux schémas d'organisation politique qui sont ainsi avancés ou décrits. Dans une perspective de théorie sociale critique, ces constructions intellectuelles peuvent être intéressantes à travailler, parce que, par rapport à un modèle dominant qui tend à verrouiller croissance économique et démocratie dans une même vision politico-économique, elles constituent à la fois des formes de problématisation et des lignes de fuite.

Mots-clés : alternatives, croissance, démocratie, politique

Une démocratie post-représentative et post-gouvernementale pour une société post-croissance ?

Comparaison et confrontation de répertoires de propositions

S'intéresser à la démocratie et à ses expressions possibles conduit souvent à adopter un angle principalement politique¹, mais toute démocratie s'inscrit également dans un système économique. Une collectivité fonctionne à partir de ressources (« biens ») et d'activités (« services ») qui assurent l'existence de ses membres. De plus en plus, c'est la « croissance économique » qui a servi d'objectif collectif avec notamment l'argument que cette « augmentation du volume de la production de biens et de services »² permettrait d'accéder à davantage de « richesses »³.

Non seulement cette croissance n'est jamais garantie, mais ses effets (écologiques et sociaux) peuvent aussi amener à la remettre en question, jusqu'au point de laisser envisager la possibilité ou la nécessité de sa disparition. Question dérangeante ? De fait, elle n'apparaît posée que dans une littérature très réduite⁴, et lorsque l'est, de manière souvent marginale.

Pour des raisons multiples, cette absence de « croissance » peut être subie ou souhaitée, ou être le résultat d'un délaissement progressif et plus ou moins conscient. On peut faire l'hypothèse que si la logique de croissance n'est plus centrale dans l'organisation du système économique, c'est parce que la situation d'ensemble a évolué : soit parce que les conditions matérielles ont été transformées (notamment en déplaçant les contraintes dans les modalités de satisfaction des besoins), soit parce que les cadres de référence ont changé (notamment en ne faisant plus de la croissance une nécessité pour le progrès social et la qualité de vie).

Quel cadre politique peut être pensé pour une société post-croissance, que cette dernière soit le résultat d'une évolution souhaitée ou subie ? Comment la démocratie peut-elle s'adapter ? Dans quelle mesure les institutions politiques seraient-elles alors susceptibles de prendre des formes différentes de celles connues aujourd'hui ? Est-ce que le cadre politique approprié sera encore un cadre parlementaire⁵ ? Ce type de questionnement paraît peu présent dans la théorie politique alors qu'il est probable que les collectivités humaines entrent, dans les années ou décennies qui viennent, dans des situations où elles vont devoir repenser l'accès aux ressources physiques et leur répartition.

¹ Si la question est « de savoir comment et dans quelle mesure le « peuple » est associé à son propre gouvernement » (Daniel Gaxie, « Démocratie », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 6 avril 2015. URL : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/democratie/>), la réflexion tend alors en effet à tourner plutôt autour de la « forme d'organisation politique » qui est ainsi constituée.

² Jean-Olivier Hairault, « Macroéconomie - Croissance économique », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 2 avril 2015. URL : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/macroeconomie-croissance-economique/>

³ Pour une forme de remise en perspective, voir par exemple Pascal Petit, *Croissance et richesse des nations*, Paris, La Découverte / Repères, 4^e éd., 2010.

⁴ Voir par exemple Peter A. Victor, *Managing Without Growth: Slower by Design, Not Disaster*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2008.

⁵ Pour rejoindre aussi d'autres réflexions, Cf. David Beetham, « Do parliaments have a future? », in Sonia Alonso, John Keane, Wolfgang Merkel (eds.), *The Future of Representative Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

Sur un tel sujet, la réflexion est forcément exploratoire, mais son intérêt est d'aider à construire des fondations pour des discussions qui ont une portée théorique, mais pas seulement. L'enjeu est d'appréhender les modèles disponibles et leurs conditions possibles de fonctionnement. Partant de cette interrogation sur l'horizon des systèmes démocratiques dès lors qu'il se situe au-delà de la croissance économique, l'objectif de cette contribution est de comparer et confronter les propositions présentes dans différentes formes d'explorations se développant à plus ou moins grande distance de la pensée politique académique (celles de la « décroissance », de l'« écosocialisme », etc., comme on le verra). Il est en effet possible de repérer des courants d'idées qui ont en commun de considérer que la croissance n'est pas forcément une condition à la démocratie et que cette dernière peut être appuyée sur d'autres logiques économiques que les logiques d'accumulation. Avec des différences, ces constructions intellectuelles font l'hypothèse (positive) qu'un approfondissement démocratique est possible (même si des évolutions récentes ne semblent pas aller dans ce sens⁶). Ou que les rationalités politiques dominantes peuvent évoluer.

Dans ces différentes formes d'explorations, il est alors intéressant d'étudier comment sont envisagés les réaménagements des espaces de discussion pour les choix collectifs, dans quelle mesure ces cadres problématisent les systèmes représentatifs et incitent à leur dépassement, quels sont les modes de fonctionnement proposés et pour quels espaces, comment ils articulent discussions collectives et participations des populations. De même, si des reconfigurations institutionnelles sont ébauchées ou souhaitées, il est intéressant de repérer lesquelles et, par exemple, quel rôle est encore réservé à des instances de gouvernement.

La méthode proposée ici est de considérer ces explorations comme des formes de problématisations, au sens de Michel Foucault lorsqu'il vise « la manière dont les choses font problème »⁷, ce qui peut valoir pour des systèmes sociaux et politiques dans leur ensemble. Par l'activité de problématisation peuvent être alors non seulement repérées des situations à corriger, mais être aussi recherchées des potentialités d'adaptation. À la manière de Michel Foucault⁸, ces problématisations peuvent être étudiées comme des façons pour la pensée de s'emparer d'objets plus ou moins stabilisés. Plus précisément, elles peuvent se présenter comme des manières d'interroger des conditions de possibilité, et fonctionner de telle sorte qu'entre l'entrée et la sortie d'une construction intellectuelle, la représentation d'une question se trouve modifiée.

L'analyse qui suit s'appuie ainsi sur la cartographie intellectuelle⁹ et la lecture critique de textes repérés pour leurs tentatives d'élaboration de modèles politiques situés en dehors d'un imaginaire de la croissance. Une revue de littérature nous a permis de baliser le champ des réflexions et d'établir un corpus de travail. L'importance de ces textes, indiquant leur statut de référence, pouvait être appréciée par la quantité de citations qu'ils ont recueillies¹⁰ et leur contribution aux débats et échanges touchant aux thématiques qui nous intéressent.

À partir de ces bases, trois étapes vont nous permettre d'explorer les perspectives d'une démocratie sans croissance et les conditions (politiques notamment) dans lesquelles elle pourrait

⁶ Cf. Colin Crouch, *Post-Democracy*, Cambridge, Polity, 2004 ; Wendy Brown, *Undoing the Demos. Neoliberalism's Stealth Revolution*, New York, Zone Books, 2015.

⁷ « Entretien avec Michel Foucault », *Les Cahiers du GRIF*, vol. 37, n° 37-38, 1988, p. 18. Pour une remise en perspective de la notion et, en filigrane, de ses difficultés potentielles, voir Fabrice de Salies, « Statut et fonction de la notion de « problématisation » dans le corpus foucauldien tardif », *Le Philosophoire*, 2/2013 (n° 40), pp. 235-258.

⁸ Cf. Michel Foucault, « Le souci de la vérité », in *Dits et écrits 1954-1988*, Tome II (1976-1988), Paris, Quarto Gallimard, 1994.

⁹ Dans une démarche qui a aussi des proximités avec celle de Razmig Keucheyan, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, Zones, Nouvelle édition augmentée, 2013.

¹⁰ Au-delà d'un usage bibliographique, le moteur de recherche Google Scholar a l'avantage de donner rapidement accès à quelques éléments statistiques.

fonctionner. Nous verrons d'abord que problématiser les relations entre démocratie et croissance économique revient à problématiser un modèle dominant qui tend à les verrouiller dans une même vision politico-économique (1). Nous proposerons ensuite un cadre d'analyse pour sérier les voies possibles pour penser une organisation des collectivités humaines hors croissance économique (2). Celui-ci sera appliqué dans une troisième partie pour distinguer quatre courants de propositions dont les lignes de structuration seront analysées (3).

1) Croissance et démocratie : du couplage au verrouillage économique-politique

Depuis qu'elle a été pensée comme phénomène censé assurer le développement des sociétés, la « croissance économique » a eu tendance à être présentée comme un point de passage obligé et un facteur déterminant pour la continuité d'autres processus sociaux. Point de passage obligé, parce que si l'on reprend cette notion proposée par Michel Callon et Bruno Latour¹¹, elle a agrégé et associé autour d'elle un large ensemble d'intérêts. Facteur déterminant, parce qu'elle a pu être considérée comme une condition de base, du fonctionnement des institutions politiques jusqu'aux systèmes de protection sociale, en passant évidemment par l'accès à un travail et à un revenu pour la population.

La quête de la croissance, souvent traduite par la focalisation sur les chiffres du PIB (Produit Intérieur Brut), est devenue et reste une antienne dans le discours des responsables politiques ayant des prétentions gouvernementales¹². Il est ainsi fréquemment répété que le manque de croissance aurait des effets négatifs sur l'emploi et permettrait difficilement de réduire le chômage. La croissance est aussi couramment présentée comme une condition nécessaire à la réduction de la pauvreté. Elle paraît donner accès à des « richesses » supplémentaires tout en offrant une manière d'éviter ou de contourner les enjeux de répartition, susceptibles de générer des tensions entre catégories sociales. L'image de la période des « trente glorieuses » est encore largement présente, notamment pour ce qu'elle a paru apporter en termes d'accès accru à des biens de consommation et au confort matériel pour une part étendue des populations.

Deux raisons pouvant expliquer la dépendance des États à l'égard de la croissance sont rappelées par Peter Ferguson. La première est une dépendance fiscale à l'égard de l'accumulation réalisée par le secteur privé, puisqu'il s'agit d'assurer par la taxation les prélèvements suffisants pour pouvoir financer les fonctions étatiques de base, comme la défense, l'éducation, etc. La seconde renvoie au besoin de conserver une légitimité démocratique, qui apparaît liée à la capacité à tempérer les excès du système capitaliste en fournissant biens publics et possibilités d'emploi. La croissance semble permettre de concilier ces objectifs qui peuvent paraître contradictoires¹³. Il faudrait ajouter que, pour des États fortement endettés, il peut de surcroît paraître difficile de rembourser une lourde dette publique sans croissance. Le niveau des ressources budgétaires des États et la capacité à juguler des déficits sont en effet aussi calés sur les prévisions de croissance et les performances attendues de leur économie nationale.

Au total, le XX^e siècle et notamment sa deuxième partie ont donc été marqués historiquement par la constitution d'un système de gouvernement où la croissance a fini par devenir

¹¹ Cf. Michel Callon, « Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc », *L'Année sociologique*, 1986, volume 36, pp. 169-208 et Bruno Latour, *La science en action*, Paris, Gallimard, collection Folio/Essais, 1995.

¹² Pour un passage en revue des arguments disponibles, voir par exemple Dominique Méda, *La mystique de la croissance. Comment s'en libérer*, Paris, Flammarion / Champs, 2014.

¹³ Peter Ferguson, « Post-growth policy instruments », *International Journal of Green Economics*, vol. 7, n° 4, 2013, pp. 406-407.

une condition quasiment non négociable. Pour les pays qui sont entrés dans une logique de développement, la croissance économique semble alors fonctionner comme une addiction, pour reprendre le terme et l'analyse de Jérôme Batout et Emmanuel Constantin : « Les démocraties d'après guerre ont été configurées pour se gouverner politiquement par la croissance »¹⁴. Pivotal des rationalités gouvernementales¹⁵, elle est en tout cas devenue un registre de légitimation à part entière, spécialement avec la part que les États ont été amenés à prendre dans les processus économiques¹⁶. Autrement dit, les performances économiques imputables à l'action gouvernementale, ou du moins la perception qui en est faite, sont un output dont le système politique a besoin pour assurer et conserver sa légitimité¹⁷. La croissance est installée comme un élément presque évident des catalogues de promesses électorales et gouvernementales. On doit d'ailleurs préciser que derrière l'idée générale de démocratie, c'est la forme représentative qui s'est en fait imposée¹⁸. Dans ce régime, ce sont notamment ses représentants qui reprennent et portent cette idéologie de la croissance.

Le paradoxe est que cette obsession pour la croissance économique est devenue problématique en raison des pressions écologiques et inconvénients sociaux qui ont pu lui être imputés¹⁹. D'où les nombreuses tentatives pour proposer d'autres visions ou d'autres cadres économiques. Parfois en essayant de changer les termes du débat, comme dans le courant de ceux qui, plutôt qu'un découplage illusoire, visent la « prospérité », précisément en sortant de la seule accumulation matérielle et financière et en incitant donc à repenser les finalités collectives²⁰. Certes, la garantie d'une qualité de vie, plutôt que l'enfermement dans une accumulation sans fin, pourrait fournir une autre source de légitimation aux institutions et procédures démocratiques. Mais la dimension politique, notamment s'agissant de l'adaptation des processus démocratiques, peut paraître toutefois encore insuffisamment développée dans ce courant. C'est ce qui peut justifier l'exploration qui va maintenant être proposée.

II) Un cadre d'analyse pour explorer les lignes de fuite

Ce verrouillage dans un schéma politico-économique particulier n'a toutefois pas totalement effacé la recherche d'autres possibilités, ou ce qu'on peut appeler, avec Gilles Deleuze et Félix Guattari, les lignes de fuite²¹. L'arrêt ou l'absence de la croissance économique sont présents en arrière-plan de différents courants intellectuels qui s'affirment aussi porteurs de projets de société aux retombées bénéfiques malgré cet élément manquant.

Dans la mesure où il touche les conditions d'existence d'une collectivité, un tel état n'est évidemment pas sans lien avec l'espace politique dans lequel il tend à être inscrit (même si cela apparaît de manière plus ou moins thématifiée dans les conceptions développées). Si ces courants

¹⁴ Cf. Jérôme Batout, Emmanuel Constantin, « Croissance, crise et dépérissement de la politique », *Le Débat* 5/2014 (n° 182), pp. 154.

¹⁵ Cf. Peter Miller and Nikolas Rose, « Governing economic life », *Economy and Society*, vol. 19, n° 1, 1990, pp. 1-31.

¹⁶ Sur ces enjeux de légitimité, on prolonge ici la perspective de Jürgen Habermas. Cf. « Les problèmes de la légitimation dans l'état moderne », in *Après Marx*, Paris, Hachette Littératures, 1997 et *Raison et légitimité. Problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*, Paris, Payot, 2002.

¹⁷ Pour prolonger la perspective analytique de Fritz Scharpf (*Gouverner l'Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000).

¹⁸ Cf. Daniel Gaxie, *La démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, 2003.

¹⁹ Pour un point de vue synthétique sur ces débats, voir par exemple Alexander Perez-Carmona, « Growth: A Discussion of the Margins of Economic and Ecological Thought », in Louis Meuleman (ed.), *Transgovernance. Advancing Sustainability Governance*, Springer, 2013, notamment, p. 85-99.

²⁰ Cf. Tim Jackson, *Prosperity without Growth. Economics for a Finite Planet*, London, Earthscan, 2009 ; Isabelle Cassiers (dir.), *Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public*, La Tour-d'Aigues, Ed. de l'Aube, 2011.

²¹ Cf. Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Mille plateaux (Capitalisme et schizophrénie, tome 2)*, Paris, Ed. de Minuit, 1980 et Félix Guattari, *Lignes de fuite. Pour un autre monde de possibles*, La Tour d'Aigues, Éd. de l'Aube, 2011.

qui ont pu être identifiés par notre revue de littérature (et qui seront analysés dans la partie suivante) continuent à se situer dans un cadre démocratique (maintien des libertés individuelles, espace public ouvert, etc.), des différences apparaissent néanmoins et peuvent être spécifiées à partir de deux séries de critères analytiques, permettant ainsi de dessiner deux axes.

Sur un premier axe, il peut être utile de reprendre la distinction que Marius de Geus fait entre utopies de l'abondant (« *utopias of abundance* ») et utopies du suffisant (« *utopias of sufficiency* »)²². Dans ces dernières, l'idéal serait celui de la satisfaction des besoins humains, mais qui resteraient modérés, permettant ainsi de préserver une qualité de vie et une harmonie dans les relations sociales et écologiques. À l'inverse, les premières seraient davantage fondées sur des performances technologiques (et Marius de Geus a tendance à considérer que les effets écologiques de telles sociétés seraient moins bénins). Cette spécification mériterait toutefois d'être nuancée, car on peut considérer, à la différence de Marius de Geus, que l'abondance peut passer par d'autres voies que la voie technologique²³. Avec ce léger correctif, cette première distinction permet de mettre l'accent sur les variations possibles dans le rapport collectif aux ressources et sur l'influence que ce rapport peut avoir dans les formes de relations et de coopérations entre acteurs. L'abondance est ainsi une manière de ne plus poser la question de la croissance : elle tend à rendre cette question hors de propos.

Le deuxième axe proposé vise à spécifier les arrangements sociopolitiques possibles en fonction des modes de coordination et des échelles d'intervention possibles. Les options envisagées se différencient aussi selon le degré plus ou moins élevé de coordination qu'elles peuvent laisser entrevoir comme nécessaire. Dans des collectifs, il est ainsi possible de laisser complètement jouer des processus décentralisés sans intervention surplombante. Une ambition globalisante et planificatrice conduit en revanche à suggérer qu'il est possible, pour peu que des institutions politiques soient organisées pour cela, d'intervenir de manière consciente pour orienter des processus sociaux.

En croisant ces deux axes, on peut alors distinguer et répartir différentes options politiques.

	Agencement diffus	Agencement intégré
Post-rareté / Abondance	Écologie sociale	Transhumanisme
Limitations / Frugalité	Décroissance	Ecosocialisme

Cette grille n'a pas simplement une vocation descriptive : elle est conçue pour aider à ordonner les discussions, comme nous allons pouvoir le faire dans l'analyse qui suit.

III) Quatre voies contrastées

Nous avons maintenant un cadre pour faciliter l'exploration d'alternatives (au sens anglophone du terme) ou de lignes de fuite²⁴ marquant la recherche de directions nouvelles. Il est

²² Voir Marius de Geus, *Ecological Utopias. Envisioning the Sustainable Society*, Utrecht, International Books, 1999 et, de manière plus rapide, « Towards an Ecological Art of Living: On the Value of Ecological Utopianism for our Future », *Ecopolitics Online Journal*, vol. 1, n° 1, Winter 2007, p. 29.

²³ Sans forcément pousser aussi loin que Marshall Sahlins. Cf. *Âge de pierre, âge d'abondance. Economie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard / NRF, 1976.

²⁴ En repartant à nouveau de l'expression retravaillée par Gilles Deleuze, qui avait résumé ainsi sa perspective : « D'abord, une société nous semble se définir moins par ses contradictions que par ses lignes de fuite, elle fuit de partout, et c'est très intéressant d'essayer de suivre à tel ou tel moment les lignes de fuite qui se dessinent » (Entretien entre Gilles Deleuze et Antonio Negri, reproduit sous le titre « Contrôle et devenir » dans *Pourparlers*, Paris, Ed. de Minuit, 1990, p. 232).

possible de parler d'alternatives, parce qu'elles constituent des assemblages cohérents de propositions ayant des prétentions transformatrices à l'égard de l'ordre social, qui se retrouve de fait problématisé. Ces lignes de fuite opèrent un décentrement par rapport aux logiques de croissance. Elles décrivent chacune des possibilités de transformation.

3.1) L'écologie sociale comme sortie de la rareté et décentralisation radicale

Le dépassement des situations de rareté est envisagé comme une possibilité (presque à saisir, même) dans l'« écologie sociale » théorisée par le penseur américain Murray Bookchin. Sa vision, qui commence à s'ébaucher dès les années 1950, est à la fois écologique et sociale parce qu'elle affirme que le tarissement des occasions de domination entre humains pourrait et devrait se combiner avec la disparition des prétentions humaines à dominer la nature (cette deuxième domination résultant même selon lui essentiellement de la première). Son projet est associé à une forme de confiance sur la possibilité de s'appuyer sur un potentiel libérateur des avancées technologiques et de parvenir à une société fondamentalement réorganisée²⁵.

Si l'on voulait résumer l'idéal politique de Murray Bookchin, ce serait une société radicalement décentralisée et démocratisée, précisément sous une forme plus directe et participative. Dans cette vision refusant les fonctionnements hiérarchiques, la définition des choix politiques n'est pas réservée à des politiciens professionnels opérant dans le cadre d'une représentation parlementaire et d'un appareil étatique. Elle doit être davantage le résultat du travail d'assemblées citoyennes capables à la fois de conserver un ancrage local mais aussi de s'organiser sous une forme fédérative. Les relations y seraient plus directes et chacun pourrait apporter sa contribution. Pour Murray Bookchin, la direction à suivre est celle d'une réduction de la taille des collectifs : « The Greeks, we are often reminded, would have been horrified by a city whose size and population precluded face-to-face, familiar relationships among citizens. Today there is plainly a need to reduce the dimensions of the human community—partly to solve our pollution and transportation problems, partly also to create *real* communities »²⁶. Il s'agit ainsi de faire en sorte que des processus collectifs puissent fonctionner en restant proches de l'échelle humaine, celle d'individus pouvant continuer à les comprendre et à s'y insérer.

Loin d'être incompatible avec les perfectionnements technologiques accumulés dans l'histoire humaine, un tel projet pourrait même, selon lui, en tirer parti et y trouver des éléments pour le faciliter²⁷. Devant la dynamique d'industrialisation telle qu'elle avait pu se dérouler, Murray Bookchin avait une position critique, mais il percevait dans les évolutions technologiques, par exemple l'informatisation, un potentiel permettant d'amener vers une société plus décentralisée et où la part de labeur individuel pourrait être largement diminuée²⁸. À le suivre, les avancées en matière d'ingénierie et d'informatique, la tendance à la miniaturisation, permettraient de faire évoluer la production industrielle en la faisant passer à une échelle plus réduite, autrement dit sans avoir besoin de recourir à de grosses unités. L'enjeu ne serait plus tellement de libérer l'humanité du besoin, puisque la technologie le permettrait, mais d'utiliser ce potentiel pour aider à améliorer les relations entre humains et avec la nature. Les conditions dans lesquelles se trouve l'humanité pourraient ainsi être changées positivement grâce à des développements technologiques, même comme ceux de l'automatisation.

²⁵ Cf. *Post-Scarcity Anarchism*, Montreal/Buffalo, Black Rose Books, 1986.

²⁶ « Ecology and Revolutionary Thought », in *Post-Scarcity Anarchism*, *ibid.*, p. 101.

²⁷ Cf. Damian F. White, « Post-Industrial Possibilities and Urban Social Ecologies: Bookchin's Legacy », *Capitalism Nature Socialism*, vol. 19, n° 1, March 2008, p. 75-76.

²⁸ Cf. « Towards a liberatory technology », in *Post-Scarcity Anarchism*, *op. cit.* ; *Remaking Society. Pathways to a Green Future*, Boston, South End Press, 1990.

Ces développements technologiques contiendraient une nouvelle promesse, plus qualitative que quantitative, ouvrant vers une réalisation de la liberté humaine, pouvant elle-même être désormais inscrite dans une « écocommunauté »²⁹. Le système qui s'était développé sur un modèle hiérarchique et centralisateur pourrait ainsi être remplacé (au moins dans une très large partie) par un autre, plus coopératif, nourri des liens locaux directs, et au total plus favorable à une réalisation équilibrée des besoins humains : « I do not claim that all of man's economic activities can be completely decentralized, but the majority can surely be scaled to human and communitarian dimensions. This much is certain: we can shift the center of economic power from national to local scale and from centralized bureaucratic forms to local, popular assemblies. This shift would be a revolutionary change of vast proportions, for it would create powerful economic foundations for the sovereignty and autonomy of the local community »³⁰.

3.2) *L'abondance dans la version transhumaniste*

Largement construit autour d'un optimisme technophile, le courant transhumaniste a aussi tendance à promettre une forme d'abondance, mais en relation avec une transformation radicale de la manière de concevoir l'humain. Ce mouvement, qui continue à étendre ses ramifications internationales (mais suscite pourtant encore assez peu d'études en science politique), est assis sur la conviction que les avancées scientifiques et techniques peuvent être un moyen et une occasion de transcender les contraintes et limites subies par l'humanité, spécialement celles qui pouvaient jusque-là être considérées comme « naturelles »³¹. Autrement dit, dans cet esprit, c'est la condition humaine qui pourrait, voire devrait, être améliorée grâce à la libération des potentialités de la technologie. Pour les tenants de ce courant, la production de connaissances est en train d'accélérer et cette accélération doit se poursuivre, ce qui permettrait ainsi de tirer parti des retombées des recherches dans les domaines couramment regroupés derrière l'étiquette NBIC (c'est-à-dire les nanotechnologies, les biotechnologies, les technologies de l'information et celles touchant la cognition), mais aussi en robotique, en médecine, etc.

Les inspirations se sont largement nourries de spéculations sur des technologies émergentes. K. Eric Drexler, ingénieur américain dont la notoriété s'est construite sur la popularisation et la promotion des nanotechnologies (allant jusqu'à imaginer des « assembleurs » capables d'intervenir au niveau moléculaire), a développé ses réflexions en faisant aussi de ces dernières un vecteur d'une abondance à venir³². Dans ce futur anticipé, elles auraient un effet transformateur profond en changeant la manière de concevoir les ressources et de produire les biens dont auraient besoin les humains.

Cette thématique de l'abondance est reprise et défendue par Peter H. Diamandis, cofondateur et dirigeant de la Singularity University dans la Silicon Valley³³. Dans sa définition : « Abundance is not about providing everyone on this planet with a life of luxury—rather it's about providing all with a life of possibility. To be able to live such a life requires having the basics

²⁹ « Towards a liberatory technology », in *Post-Scarcity Anarchism*, op. cit., p. 116.

³⁰ « Towards a liberatory technology », in *Post-Scarcity Anarchism*, op. cit., p. 134.

³¹ Pour une présentation, voir par exemple « 4. Transhumanism and the Future », in Michael S. Burdett, *Eschatology and the Technological Future*, Oxon, Routledge, 2014.

³² Cf. K. Eric Drexler, *Engines of Creation: The Coming Era of Nanotechnology*, New York, Doubleday, 1986 ; K. Eric Drexler, *Radical Abundance: How a Revolution in Nanotechnology Will Change Civilization*, New York, PublicAffairs, 2013.

³³ L'organisation présente ainsi sa mission sur son site Internet : « to educate, inspire and empower leaders to apply exponential technologies to address humanity's grand challenges » (<http://singularityu.org/>, consulté le 24 mai 2015).

covered and then some »³⁴. Peter H. Diamandis fonde ses espoirs sur quatre tendances dont les effets s'avéreraient selon lui complémentaires : des technologies qui progresseraient de manière « exponentielle » dans les secteurs informatique, énergétique, etc. ; des innovateurs capables de travailler sur un mode do-it-yourself, sans avoir besoin de passer par des grosses structures, et pour partie grâce à ces technologies ; l'arrivée d'une génération de techno-philanthropes prêts à investir leurs gains dans des grands problèmes de l'humanité ; la possibilité pour des millions de pauvres de se connecter à l'économie globale, par les transports, par Internet, par la micro-finance, etc. Peter H. Diamandis est d'ailleurs aussi le fondateur de Planetary Resources, une société qui prévoit d'aller exploiter des matériaux contenus dans des astéroïdes grâce à des appareils d'exploration robotisés.

Dans ces visions et les récits qui les prolongent, l'abondance entrevue résulte d'une confiance dans les possibilités de trajectoires technologiques qui sont prolongées dans un registre futurologique. La question des besoins humains fondamentaux paraît alors résolue puisque ces derniers paraissent satisfaits par une disponibilité presque immédiate des biens souhaités. L'abondance rendrait moins aigus les problèmes d'allocation des ressources (il y aurait moins de concurrence en effet pour y accéder) et la technologie contribuerait à transformer profondément la politique. Par cette dynamique, il ne semble plus alors y avoir de limites dans la capacité à satisfaire les besoins humains.

L'hypothèse est faite (le plus souvent de manière implicite) que ces options technologiques seront largement acceptées par les populations. Peter H. Diamandis semble penser que les solutions et options qu'il soutient feront consensus. Outre des polémiques plus visibles comme sur les nanotechnologies, certains projets ne vont pas cependant sans susciter critiques et controverses, par exemple pour les « fermes verticales » en matière de production alimentaire³⁵. Mais l'enthousiasme ne paraît pas réduit pour autant.

3.3) *Décroissance et reconfigurations localistes*

Le courant de la « décroissance » s'est développé autour du projet explicite de sortie d'une « société de croissance »³⁶. La croissance est vue à la fois comme un contenu idéologique et l'origine de pressions écologiques de plus en plus difficilement supportables, obligeant donc à une série de transformations sociales radicales et notamment à une « diminution régulière de la consommation matérielle et énergétique, dans les pays et pour les populations qui consomment plus que leur empreinte écologique admissible »³⁷.

Ces réflexions amènent aussi à penser le cadre politique nécessaire. Dans cette perspective, s'il s'agit de réduire fortement les niveaux de production et de consommation tout en garantissant une soutenabilité écologique et une justice sociale, l'ensemble du processus doit rester démocratique. Comme le rappelle Valérie Fournier³⁸, la décroissance tend même à être présentée comme l'occasion d'enclencher discussions et débats sur l'organisation des activités économiques

³⁴ Peter H. Diamandis, Steven Kotler, *Abundance. The Future Is Better Than You Think*, New York, Free Press, Reprint edition, 2014, p. 13.

³⁵ Voir par exemple « Vertical farming: Does it really stack up? », *The Economist*, December 9, 2010, <http://www.economist.com/node/17647627>

³⁶ Pour une présentation rapide, voir François Schneider, Giorgos Kallis, and Joan Martinez-Alier, « Crisis or opportunity? Economic degrowth for social equity and ecological sustainability. Introduction to this special issue », *Journal of Cleaner Production*, vol. 18, n° 6, April 2010, pp. 511-518.

³⁷ Nicolas Ridoux, *La Décroissance pour tous*, Lyon, Parangon, 2006, p. 91.

³⁸ Valérie Fournier, « Escaping from the economy: the politics of degrowth », *International Journal of Sociology and Social Policy*, vol. 28, n° 11/12, 2008, p. 535-536.

et sociales et de les faire revenir dans un espace de décisions collectives. La décroissance n'est pas censée être imposée comme une nécessité (même si elle est perçue comme telle), mais doit être un choix, à faire dans un cadre démocratique et ouvert publiquement. Le niveau local tend pour cela à être privilégié : il constituerait un espace favorable pour adapter les processus de décision à une plus grande participation et à un contrôle direct, leur donnant ainsi une plus forte légitimité³⁹.

Serge Latouche, économiste et figure intellectuelle de la décroissance, privilégie le « localisme » et s'oriente vers la voie de la « revitalisation de la démocratie locale »⁴⁰. Parmi les éléments qu'il articule dans son cadre programmatique, il y en a même un qui pousse explicitement à « relocaliser », à la fois au plan économique (celui de la production) et politique : « Relocaliser s'entend aussi au niveau politique : cela signifie alors s'occuper des affaires publiques à l'échelle de son quartier, organisé en « petite république » »⁴¹. Ce lien territorial pourrait alors contribuer à un sentiment d'appartenance autour de la préservation d'un bien commun. Cependant, même si une forme de protectionnisme est esquissée, il ne s'agit pas de transformer les relations locales en un microcosme fermé⁴².

Cet attrait pour la proximité est largement présent dans le mouvement et chez beaucoup d'auteurs de ce courant. Les formes d'organisation sociale fonctionnant sur des échelles réduites sont ainsi préférées parce qu'elles restent plus directement maîtrisables par leurs participants et qu'elles évitent la prétention de certains acteurs à représenter une masse d'autres rendus silencieux ou passifs par des ensembles trop complexes. Ce qui rejoint et prolonge aussi une inclination à privilégier la décentralisation des processus de décision, présente de longue date dans le mouvement écologiste⁴³.

Comme pour d'autres projets politique ayant une ambition large, Serge Latouche peut se voir reprocher, s'agissant du sien, de ne pas assez développer les conditions pour le rendre viable et les voies pour le rendre réalisable. Il peut sembler en effet escompter trop facilement des effets d'entraînement : « Dans la mesure où des cercles vertueux ont été enclenchés, où une sphère alternative est bien vivante et se développe, la logique systémique du productivisme trouve pour se déployer un espace toujours plus restreint »⁴⁴. Reste toujours la question de l'articulation entre les initiatives locales, avec leur part d'autonomie, et la capacité à assurer et maintenir des transformations plus larges et plus générales. La décroissance étant surtout une manière de qualifier une phase transitionnelle ou un processus, l'hypothèse plus ou moins implicite est souvent que ces actions locales, si elles se multiplient, peuvent avoir des effets cumulés, jusqu'à amener au changement global souhaité. Ceci supposerait que toutes les populations gardent un haut niveau de sobriété et marquent globalement une forme d'altruisme à l'égard d'autres pouvant être moins favorisées⁴⁵.

³⁹ Claudio Cattaneo, Giacomo D'Alisa, Giorgos Kallis, Christos Zografos, « Degrowth futures and democracy », *Futures*, vol. 44, n° 6, August 2012, p. 521.

⁴⁰ Serge Latouche, *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006.

⁴¹ Ibid., p. 207.

⁴² Serge Latouche, *Petit traité de la décroissance sereine*, Paris, Ed. Mille et une nuits, 2007.

⁴³ Cf. Robert Paehlke, « Espace biophysique et sens des proportions : pour une politique environnementale à la bonne échelle », in Edward A. Parson (dir), *Gérer l'environnement : défis constants, solutions incertaines*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2001, pp. 79-130.

⁴⁴ *Le pari de la décroissance*, op. cit., p. 109.

⁴⁵ Cf. Jin Xue, « Is eco-village/urban village the future of a degrowth society? An urban planner's perspective », *Ecological Economics*, Volume 105, September 2014, p. 135. L'auteur recommande en fait d'intégrer et de combiner la participation et la délibération aux échelles locales avec une forme hiérarchique et centralisée de planification (ibid., p. 136).

3.4) *L'écosocialisme et la planification comme instrument démocratique*

Dans la mesure où elle est une critique du productivisme (y compris celui qui a sévi en URSS), la défense d'un « écosocialisme » peut aussi être interprétée comme une prise de distance par rapport aux logiques d'accumulation et de croissance économique. En France, une forme de théorisation en a été fournie par Michael Löwy (dans le prolongement d'une carrière, comme chercheur au CNRS, marquée par une relation forte avec la pensée marxiste et au croisement de la philosophie et de la sociologie). Dans le schéma qu'il envisage⁴⁶, la possibilité d'intégration des aspects écologiques doit pouvoir être coordonnée grâce à une « planification démocratique globale ».

Michael Löwy donne en fait à la démocratie une orientation extensive, incluant ainsi la sphère économique. Il l'expliquait dans un article de 2008⁴⁷, où il aborde plus spécifiquement la dimension planificatrice de l'écosocialisme tel qu'il le conçoit : « La conception socialiste de la planification n'est rien d'autre que la démocratisation radicale de l'économie : s'il est certain que les décisions politiques ne doivent pas revenir à une petite élite de dirigeants, pourquoi ne pas appliquer le même principe aux décisions d'ordre économique ? »⁴⁸. Il fait même de la « planification démocratique » une des conditions du socialisme écologique, pour « permettre à la société de définir ses objectifs concernant l'investissement et la production »⁴⁹.

Le cadre ne serait donc plus celui de la recherche de profit et du libre jeu du « marché » : « Dans ce sens, l'ensemble de la société sera libre de choisir démocratiquement les lignes productives à privilégier et le niveau des ressources qui doivent être investies dans l'éducation, la santé ou la culture. Les prix des biens eux-mêmes ne répondraient plus aux lois de l'offre et de la demande mais seraient déterminés autant que possible selon des critères sociaux, politiques et écologiques »⁵⁰. Loin d'être assimilée à une contrainte, la planification est associée chez Michael Löwy (s'appuyant sur le théoricien marxiste Ernest Mandel) à une autre forme de liberté, rendue possible par la réduction du temps de travail : « Loin d'être « despotique » en soi, la planification démocratique est l'exercice de la liberté de décision de l'ensemble de la société ; un exercice nécessaire pour se libérer des « lois économiques » et des « cages de fer » aliénantes et réifiées au sein des structures capitaliste et bureaucratique. La planification démocratique associée à la réduction du temps de travail serait un progrès considérable de l'humanité vers ce que Marx appelait « *le royaume de la liberté* » : l'augmentation du temps libre est en fait une condition de la participation des travailleurs à la discussion démocratique et à la gestion de l'économie comme de la société »⁵¹.

Dans le modèle politique ainsi conçu, il n'est pas censé y avoir d'organisation centralisatrice, mais plutôt une articulation (plus postulée que véritablement explicitée dans son fonctionnement) entre les niveaux de décision : « De même, il est important de souligner que la planification n'est pas en contradiction avec l'autogestion des travailleurs dans leurs unités de production. Alors que la décision de transformer, par exemple, une usine de voitures en unité de production de bus ou de tramways reviendrait à l'ensemble de la société, l'organisation et le fonctionnement internes de l'usine seraient gérés démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes. On a débattu longuement sur le caractère « centralisé » ou « décentralisé » de la planification, mais

⁴⁶ Cf. Michael Löwy, *Ecosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris, Fayard/Mille et une nuits, 2011.

⁴⁷ Michael Löwy, « Écosocialisme et planification démocratique », *Ecologie & politique*, 3/2008 (n° 37), pp. 165-180.

⁴⁸ Ibid., p. 169-170.

⁴⁹ Ibid., p. 165-166.

⁵⁰ Ibid., p. 169.

⁵¹ Ibid., p. 169.

l'important reste le contrôle démocratique du plan à tous les niveaux, local, régional, national, continental – et, espérons-le, planétaire, puisque les thèmes de l'écologie tels que le réchauffement climatique sont mondiaux et ne peuvent être traités qu'à ce niveau. Cette proposition pourrait être appelée « planification démocratique globale ». Même à un tel niveau, il s'agit d'une planification qui s'oppose à ce qui est souvent décrit comme « planification centrale », car les décisions économiques et sociales ne sont pas prises par un « centre » quelconque mais déterminées démocratiquement par les populations concernées⁵². Pour Michael Löwy, il ne s'agit pas d'éliminer la démocratie représentative, mais plutôt de la perfectionner en la complétant : « La planification socialiste doit être fondée sur un débat démocratique et pluraliste, à chaque niveau de décision. Organisés sous la forme de partis, de plates-formes ou de tout autre mouvement politique, les délégués des organismes de planification sont élus et les diverses propositions sont présentées à tous ceux qu'elles concernent. Autrement dit, la démocratie représentative doit être enrichie – et améliorée – par la démocratie directe qui permet aux gens de choisir directement – au niveau local, national et, en dernier lieu, international – entre différentes propositions »⁵³.

Les pistes proposées peuvent toutefois paraître relativement générales et Michael Löwy ne descend guère jusqu'aux fonctionnements et aux dispositifs concrets de cette planification. Il reste un flou sur les acteurs qui feraient ce travail. Mais ce ne semble plus être des institutions étatiques, comme chez Dominique Méda, où, dans le prolongement d'une critique de la croissance, il est également proposé de « Planifier la transition vers un monde désirable et juste », en conservant une part de confiance dans l'État pour assumer ce type de tâche⁵⁴.

On sait que la planification suppose des dispositifs compliqués à mettre en place et, de fait, elle a historiquement rencontré de nombreuses critiques et difficultés pratiques, que son association avec l'ambition d'un « développement durable » a d'ailleurs contribué à réveiller⁵⁵. Il y a ainsi la vieille question de la disponibilité des informations nécessaires pour réaliser cette planification, *a fortiori* dans des contextes marqués par l'incertitude. Les manières dont peuvent s'organiser les pratiques de communication jouent également un rôle important dans le déroulement de ce genre de processus⁵⁶. Les capacités à faire rentrer les évolutions sociales dans des trajectoires programmées peuvent paraître limitées et ont, de fait, été mises en doute sous des angles variés.

Conclusion

Les liens entre démocratie et croissance doivent être questionnés. Pas tellement pour prolonger les réflexions afin de savoir dans quelle mesure l'une peut favoriser l'autre (ce qui, dans les deux sens de la relation, est presque devenu un champ d'étude à part entière, spécialement dans la science économique récente). Avant tout, ils doivent être questionnés parce que les fondements des systèmes politique et économique se trouvent déstabilisés dans ce qui passait pour des évidences, et ce trouble change les conditions de fonctionnement des sociétés industrialisées. Les arguments annonçant l'arrêt de la « croissance économique » comme un phénomène probable, voire

⁵² Ibid., p. 170-171.

⁵³ Ibid., p. 171.

⁵⁴ Dans son livre *La Mystique de la croissance. Comment s'en libérer* (Paris, Flammarion / Champs, 2014), c'est ce qui apparaît résumé dans le titre du chapitre 17 : « Planifier la transition vers un monde désirable et juste : où il est mis en évidence qu'un rôle éminent incombe à l'État dans le pilotage de la reconversion écologique ».

⁵⁵ En guise de synthèse des arguments, voir par exemple James Meadowcroft, « Planning for sustainable development: Insights from the literatures of political science », *European Journal of Political Research*, vol. 31, n° 4, June 1997, pp. 427–454 et James Meadowcroft, « Planning for sustainable development: what can be learned from the critics? », in Michael Kenny and James Meadowcroft (eds), *Planning Sustainability*, London, Routledge, 1999.

⁵⁶ Cf. Patsy Healey, « Planning through Debate: The Communicative Turn in Planning Theory », *The Town Planning Review*, vol. 63, n° 2, Apr. 1992, pp. 143–162.

difficilement évitable, semblent quitter la marginalité. Ils peuvent être justifiés par des raisons écologiques ou techno-économiques, dans le registre du souhait⁵⁷ ou de l'inquiétude⁵⁸. Mais leur présence dans les débats publics est lui-même un signe.

Du côté des grandes institutions ou dans leur prolongement, cette possibilité d'une absence prolongée de croissance suscite des craintes quant à ses effets dans la sphère politique. Comme si l'absence de croissance mettait en danger le système démocratique... Les options et lignes de réflexion que nous avons étudiées ne se situent pas dans ce registre. Dans les courants repérés, la croissance n'est plus vue ni comme une fin, ni comme un moyen. Les propositions (même si c'est de manière plus ambiguë dans celles proches du transhumanisme) paraissent davantage chercher à construire des collectifs qui ne sont plus dans des schémas et rationalités productivistes ou consuméristes, en y voyant une source d'espérances plutôt que de craintes.

Les options présentées tendent à envisager une évolution post-représentative et post-gouvernementale des systèmes politiques, au-delà de leurs fonctionnements formellement démocratiques. Ces options confortent des valeurs démocratiques ou, pour être plus précis, susceptibles de produire des avancées en termes de démocratisation : inclusion, égalité des citoyens, participation, etc. Elles ne se réduisent pas à apporter des correctifs pour pallier les limites de la démocratie représentative (comme ont tenté de le faire Dominique Bourg et Kerry Whiteside⁵⁹). Dans ces visions, il n'est guère question de partis et de candidats politiques en quête de suffrages lors de moments électoraux relativement ritualisés. Ces options ne passent pas non plus par l'État comme instance supposée pouvoir assurer la médiation des intérêts et la traduction des préférences collectives. Elles tendent davantage à se situer dans une perspective immanente aux collectifs humains, à la manière de ce que Simon Tormey, en s'inspirant de Gilles Deleuze, décrit pour des expérimentations radicales comme celles du mouvement zapatiste : « [...] the implication is that in post-representational space ('smooth' space), nothing inheres. Every arrangement or distribution is 'immanent' to the 'multiplicity' itself rather than resting on a transcendental premise, a primordial 'contract', duty or obligation divined by fictive, ideological or 'intuitionist' strategies of the sort that has classically undergirded representational thought. This is not to say that it is impossible for arrangements to arise whereby a collectivity interacts for mutual benefit, or that the relations that do arise are necessarily ephemeral or doomed to fail or crumble. It is that the *terms* upon which those interactions depend do not lie outside or beyond the collective itself in a mythic, original or inaugurating 'act' »⁶⁰. En l'occurrence, pour les courants que nous avons analysés, la « croissance économique » n'intervient plus comme une espèce de mythe structurant, de norme persistante ou de valeur à invoquer⁶¹.

Au-delà des nuances dans les schémas envisagés, il y a conjointement l'hypothèse implicite que la raison, à un niveau collectif, permettra de cadrer les échanges politiques. La disponibilité d'espaces de débat devrait donc être un élément important. La difficulté est de trouver des espaces politiques où peuvent être hiérarchisés les préférences collectives, sans reproduire les anciens schémas critiqués et sans produire de nouvelles formes de domination. Au stade actuel des systèmes

⁵⁷ Voir par exemple Jean Gadrey, *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire*, Paris, les Petits matins / Alternatives économiques, 2010 et Richard Heinberg, *The End of Growth. Adapting to Our New Economic Reality*, Gabriola Island, New Society Publishers, 2011.

⁵⁸ Voir par exemple Patrick Artus, Marie-Paule Virard, *Croissance zéro, comment éviter le chaos ?*, Paris, Fayard, 2015.

⁵⁹ Cf. Dominique Bourg et Kerry Whiteside, *Vers une démocratie écologique. Le citoyen, le savant et le politique*, Paris, Seuil / La République des idées, 2010 ; Dominique Bourg, Kerry Whiteside, « Écologie, démocratie et représentation », *Le Débat*, 2/2011 (n° 164), pp. 145-153.

⁶⁰ Simon Tormey, « 'Not in my Name': Deleuze, Zapatismo and the Critique of Representation », *Parliamentary Affairs*, vol. 59, n° 1, January 2006, p. 145.

⁶¹ Pour continuer à s'inspirer de Simon Tormey, *ibid.*, p. 153.

politiques, les espaces de discussion institutionnalisés ne laissent guère de place pour l'expression d'autres préférences que celles liées à la croissance économique.

Dans ces visions, le citoyen tend au surplus à être considéré comme pouvant être dans une position presque constamment active, avec une implication vigoureuse dans les affaires collectives (ce qui se rapproche de ce que Benjamin R. Barber appellerait une « démocratie forte »⁶²). Une condition serait toutefois que ce citoyen dispose de plus de temps libre (pour pouvoir en consacrer aux affaires collectives) et soit moins absorbé par le travail. Jacques Ellul le soulignait déjà il y a quelques décennies : « Tant que celui-ci n'est préoccupé que de sa sécurité, de la stabilité de sa vie, de l'accroissement de son bien-être, nous ne devons avoir aucune illusion, il ne trouvera nulle part la vertu nécessaire pour faire vivre la démocratie. Dans une société de consommateurs, le citoyen réagira en consommateur »⁶³.

De toute manière, la démocratie représentative semble déjà en « crise », ou au moins en voie d'épuisement⁶⁴. Il est difficile de ne pas noter que l'érosion de la « croissance économique » (voire, derrière elle, les difficultés du système économique lui-même) et la « crise » du système politique représentatif interviennent au même moment. Non seulement on peut faire l'hypothèse que cette concomitance n'est pas fortuite⁶⁵, mais c'est aussi une incitation à réfléchir davantage aux implications de cette situation, *a fortiori* si rien n'indique qu'elle puisse disparaître à plus ou moins court terme. Comme on l'a vu auparavant, la réflexion ne part pas de zéro.

Références :

Artus Patrick, Virard Marie-Paule, *Croissance zéro, comment éviter le chaos ?*, Paris, Fayard, 2015.

Barber Benjamin R., *Strong Democracy. Participatory Politics for a New Age*, Berkeley, University of California Press, 1984.

Batout Jérôme, Constantin Emmanuel, « Croissance, crise et dépérissement de la politique », *Le Débat* 5/2014 (n° 182), pp. 145-155.

Beetham David, « Do parliaments have a future? », in Sonia Alonso, John Keane, Wolfgang Merkel (eds.), *The Future of Representative Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

Bookchin Murray, *Post-Scarcity Anarchism*, Montreal/Buffalo, Black Rose Books, 1986.

Bookchin Murray, *Remaking Society. Pathways to a Green Future*, Boston, South End Press, 1990.

Bourg Dominique et Whiteside Kerry, *Vers une démocratie écologique. Le citoyen, le savant et le politique*, Paris, Seuil / La République des idées, 2010.

Bourg Dominique, Whiteside Kerry, « Écologie, démocratie et représentation », *Le Débat*, 2/2011 (n° 164), pp. 145-153.

Brown Wendy, *Undoing the Demos. Neoliberalism's Stealth Revolution*, New York, Zone Books, 2015.

⁶² Cf. Benjamin R. Barber, *Strong Democracy. Participatory Politics for a New Age*, Berkeley, University of California Press, 1984.

⁶³ Jacques Ellul, *L'illusion politique*, Paris, La Table Ronde, 2004, p. 312-313.

⁶⁴ Sur ce diagnostic, voir Simon Tormey, « The Contemporary Crisis of Representative Democracy », *Democratic Theory*, vol. 1, n° 2, Winter 2014, pp. 104-112 et Simon Tormey, *The end of representative politics*, Cambridge, Polity, 2015.

⁶⁵ Ce qui serait une autre manière de prolonger les réflexions de Jürgen Habermas sur « les tendances à la crise dans le capitalisme avancé ». Cf. Chapitre II, in *Raison et légitimité*, op. cit., p. 49 et s.

- Burdett Michael S., *Eschatology and the Technological Future*, Oxon, Routledge, 2014.
- Callon Michel, « Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc », *L'Année sociologique*, 1986, volume 36, pp. 169-208.
- Cassiers Isabelle (dir.), *Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public*, La Tour-d'Aigues, Ed. de l'Aube, 2011.
- Cattaneo Claudio, D'Alisa Giacomo, Kallis Giorgos, Zografos Christos, « Degrowth futures and democracy », *Futures*, vol. 44, n° 6, August 2012, pp. 515-523.
- Crouch Colin, *Post-Democracy*, Cambridge, Polity, 2004.
- Deleuze Gilles, *Pourparlers*, Paris, Ed. de Minuit, 1990.
- Deleuze Gilles et Guattari Félix, *Mille plateaux (Capitalisme et schizophrénie, tome 2)*, Paris, Ed. de Minuit, 1980.
- Diamandis Peter H., Kotler Steven, *Abundance. The Future Is Better Than You Think*, New York, Free Press, Reprint edition, 2014.
- Drexler K. Eric, *Engines of Creation: The Coming Era of Nanotechnology*, New York, Doubleday, 1986.
- Drexler K. Eric, *Radical Abundance: How a Revolution in Nanotechnology Will Change Civilization*, New York, PublicAffairs, 2013.
- Ellul Jacques, *L'illusion politique*, Paris, La Table Ronde, 2004.
- The Economist, « Vertical farming: Does it really stack up? », *The Economist*, December 9, 2010, <http://www.economist.com/node/17647627>
- Ferguson Peter, « Post-growth policy instruments », *International Journal of Green Economics*, vol. 7, n° 4, 2013, pp. 405-421.
- Foucault Michel, « Entretien avec Michel Foucault », *Les Cahiers du GRIF*, vol. 37, n° 37-38, 1988, pp. 8-20.
- Foucault Michel, « Le souci de la vérité », in *Dits et écrits 1954-1988, Tome II (1976-1988)*, Paris, Quarto Gallimard, 1994.
- Fournier Valérie, « Escaping from the economy: the politics of degrowth », *International Journal of Sociology and Social Policy*, vol. 28, n° 11/12, 2008, p. 528-545.
- Gadrey Jean, *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire*, Paris, les Petits matins / Alternatives économiques, 2010.
- Gaxie Daniel, *La démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, 2003.
- Gaxie Daniel, « Démocratie », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 6 avril 2015. URL : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/democratie/>
- de Geus Marius, *Ecological Utopias. Envisioning the Sustainable Society*, Utrecht, International Books, 1999.
- de Geus Marius, « Towards an Ecological Art of Living: On the Value of Ecological Utopianism for our Future », *Ecopolitics Online Journal*, vol. 1, n° 1, Winter 2007, pp. 26-50.
- Guattari Félix, *Lignes de fuite. Pour un autre monde de possibles*, La Tour d'Aigues, Éd. de l'Aube, 2011.
- Habermas Jürgen, *Après Marx*, Paris, Hachette Littératures, 1997.
- Habermas Jürgen, *Raison et légitimité. Problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*, Paris, Payot, 2002.

Hairault Jean-Olivier, « Macroéconomie - Croissance économique », *Encyclopædia Universalis* [en ligne].
URL : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/macroeconomie-croissance-economique/>,
consulté le 2 avril 2015.

Heinberg Richard, *The End of Growth. Adapting to Our New Economic Reality*, Gabriola Island, New Society Publishers, 2011.

Healey Patsy, « Planning through Debate: The Communicative Turn in Planning Theory », *The Town Planning Review*, vol. 63, n° 2, Apr. 1992, pp. 143–162.

Jackson Tim, *Prosperity without Growth. Economics for a Finite Planet*, London, Earthscan, 2009.

Keucheyan Razmig, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, Zones, Nouvelle édition augmentée, 2013.

Latouche Serge, *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006.

Latouche Serge, *Petit traité de la décroissance sereine*, Paris, Ed. Mille et une nuits, 2007.

Latour Bruno, *La science en action*, Paris, Gallimard, collection Folio/Essais, 1995.

Löwy Michael, « Écosocialisme et planification démocratique », *Ecologie & politique*, 3/2008 (n° 37), pp. 165-180.

Löwy Michael, *Ecosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris, Fayard/Mille et une nuits, 2011.

Meadowcroft James, « Planning for sustainable development: Insights from the literatures of political science », *European Journal of Political Research*, vol. 31, n° 4, June 1997, pp. 427–454.

Meadowcroft James, « Planning for sustainable development: what can be learned from the critics? », in Michael Kenny and James Meadowcroft (eds), *Planning Sustainability*, London, Routledge, 1999.

Méda Dominique, *La mystique de la croissance. Comment s'en libérer*, Paris, Flammarion / Champs, 2014.

Miller Peter and Rose Nikolas, « Governing economic life », *Economy and Society*, vol. 19, n° 1, 1990, pp. 1-31.

Perez-Carmona Alexander, « Growth: A Discussion of the Margins of Economic and Ecological Thought », in Louis Meuleman (ed.), *Transgovernance. Advancing Sustainability Governance*, Springer, 2013, pp. 83-161.

Paehlke Robert, « Espace biophysique et sens des proportions : pour une politique environnementale à la bonne échelle », in Edward A. Parson (dir), *Gérer l'environnement : défis constants, solutions incertaines*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2001, pp. 79-130.

Petit Pascal, *Croissance et richesse des nations*, Paris, La Découverte / Repères, 4^e éd., 2010.

Ridoux Nicolas, *La Décroissance pour tous*, Lyon, Parangon, 2006.

Sahlins Marshall, *Âge de pierre, âge d'abondance. Economie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard / NRF, 1976.

de Salies Fabrice, « Statut et fonction de la notion de « problématisation » dans le corpus foucauldien tardif », *Le Philosophoire*, 2/2013 (n° 40), pp. 235-258.

Scharpf Fritz, *Gouverner l'Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

Schneider François, Kallis Giorgos, and Martinez-Alier Joan, « Crisis or opportunity? Economic degrowth for social equity and ecological sustainability. Introduction to this special issue », *Journal of Cleaner Production*, vol. 18, n° 6, April 2010, pp. 511-518.

Tormey Simon, « 'Not in my Name': Deleuze, Zapatismo and the Critique of Representation », *Parliamentary Affairs*, vol. 59, n° 1, January 2006, pp. 138-154.

Tormey Simon, « The Contemporary Crisis of Representative Democracy », *Democratic Theory*, vol. 1, n° 2, Winter 2014, pp. 104-112.

Tormey Simon, *The end of representative politics*, Cambridge, Polity, 2015.

Victor Peter A., *Managing Without Growth: Slower by Design, Not Disaster*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2008.

White Damian F., « Post-Industrial Possibilities and Urban Social Ecologies: Bookchin's Legacy », *Capitalism Nature Socialism*, vol. 19, n° 1, March 2008, pp. 67-81.

Xue Jin, « Is eco-village/urban village the future of a degrowth society? An urban planner's perspective », *Ecological Economics*, Volume 105, September 2014, pp. 130-138.